

libéralisation en cours. Les nations industrialisées devraient continuer de faire des efforts pour accroître l'aide au développement et les autres formes d'assistance qu'elles destinent aux pays en développement, notamment en renforçant l'efficacité de cette aide.

50. Dans le monde en développement, on s'accorde de plus en plus à dire que la croissance peut être encouragée grâce à un cadre macro-économique stable, à une réforme sectorielle qui favorise la concurrence, et à l'ouverture des marchés. Pour que des économies libérales puissent fonctionner efficacement et équitablement, il importe aussi que les systèmes politiques soient ouverts, démocratiques et responsables.

51. La protection de la propriété intellectuelle, la libéralisation des régimes d'investissement, y compris l'adoption de règles transparentes et équitables en la matière, et l'équité de traitement pour les investisseurs étrangers et nationaux peuvent aider de façon sensible à créer un climat accueillant pour les investissements.

52. L'initiative annoncée récemment par le président des États-Unis en faveur des Amériques (Enterprise for the Americas) viendra appuyer et encourager l'adoption de politiques davantage axées sur le marché en Amérique latine et dans les Caraïbes. Nous croyons que de telles initiatives de la part des États-Unis sont très prometteuses pour la région et accroîtront d'autant les perspectives de croissance durable dans les Amériques en encourageant les échanges commerciaux et les régimes d'investissement ouverts, en réduisant la dette concessionnelle bilatérale des États-Unis et par le recours à la conversion de la dette en prises de participations et aux échanges dette-nature.

53. Dans un certain nombre de pays, le ralentissement de la croissance démographique est une condition essentielle au développement durable. Il importe d'appuyer en priorité les initiatives des pays en développement visant à mettre en oeuvre des programmes démographiques efficaces. Les programmes de stabilisation de la population ont de meilleures chances de succès si on améliore les occasions d'éducation offertes aux femmes et si on intègre davantage ces dernières à l'économie.

54. Dans le bassin de la Méditerranée, les initiatives d'intégration économiques en cours méritent d'être encouragées et soutenues.

Dette du tiers monde

55. Des progrès importants ont été réalisés au cours de l'année dans le cadre de la stratégie renforcée à l'égard de l'endettement, ce qui a conforté de nombreux pays débiteurs dans leur volonté de poursuivre les réformes économiques essentielles à leur croissance future. En particulier, les récents accords passés par les banques commerciales avec le Chili, le Costa Rica, le Mexique, le Maroc, les Philippines et le Venezuela supposent des réductions sensibles au titre de la dette et du service de la dette. À cet égard, le FMI et la Banque mondiale ainsi que le Japon fournissent actuellement un important appui financier. Afin de soutenir les programmes à moyen terme de réforme et de financement appuyés par le FMI, le Club de Paris a accepté de prévoir des accords de restructuration appropriés, notamment par des rééchelonnements pluriannuels et l'extension des délais de remboursement. Les efforts de réforme des pays débiteurs ainsi que la réduction de la dette par les banques commerciales ont eu une incidence marquée sur la confiance des économies des pays débiteurs, comme le montrent clairement le flux des nouveaux investissements et le retour des capitaux fébriles, au Mexique en particulier.

56. Ces mesures représentent des innovations majeures dans la stratégie cas par cas à l'égard de l'endettement et sont potentiellement accessibles à tous les pays fortement endettés qui mettent en oeuvre des politiques d'ajustement économique.

57. L'adoption, par les pays débiteurs, de vigoureux programmes de réforme économique avec le FMI et la Banque mondiale est toujours l'élément essentiel de la stratégie à l'égard de l'endettement et une condition indispensable à la réduction de la dette et au service de la dette dans le cadre des mesures de financement prises par les banques commerciales. Il est capital que, pour soutenir leur reprise, les pays débiteurs adoptent des mesures propres à mobiliser l'épargne et à encourager le flux des investissements ainsi que le rapatriement des capitaux fébriles. À cet égard, les ministres